

Requesting Organization :	Catholic Relief Services		
Allocation Type :	Allocation standard 2		
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage	
Sécurité Alimentaire		100	
		100	
Project Title :	Programme de restauration et de sécurisation des activités pastorales dans les deux communes d'élevage de Niem et de Gaudrot dans la Préfecture de la Nana-Mambéré en RCA.		
Allocation Type Category :			
OPS Details			
Project Code :		Fund Project Code :	CAR-15/HCF10/9/FSEC/INGO/1293
Cluster :		Project Budget in US\$:	420,548.76
Planned project duration :	10 months	Priority:	
Planned Start Date :	01/11/2015	Planned End Date :	31/08/2016
Actual Start Date:	01/11/2015	Actual End Date:	31/08/2016
Project Summary :	<p>Le programme que CRS propose dans le cadre de cette allocation vise une réponse urgente pour assister les retournés récents et longues durées qui sont respectivement les éleveurs peuls et les populations sédentaires agricoles jamais assistés à ce jour. En effet, l'arrivée des Seleka courant mars 2013, a engendré un déplacement interne des populations agricole généralement chrétiennes hors de leurs villages d'habitation. Par contre, avec le retrait des Seleka suite à la démission de Djotodia, et l'arrivée des Anti-Balaka dans la zone, ce sont plutôt les éleveurs peuls qui ont été contraint de s'enfuir vers le Cameroun avec le retour constaté des agriculteurs sédentaires majoritairement Gbaya.</p> <p>L'action proposée vise à atteindre 2,000 bénéficiaires directs parmi les communautés des éleveurs et des sédentaires victimes de la crise en cours pendant 10 mois pour l'atteinte des trois (3) objectives stratégiques suivants : (i) Restaurer et renforcer la cohésion sociale et l'édification de la paix entre les éleveurs retournés et les populations sédentaires, (ii) Restaurer les moyens productifs et les ouvrages socio-économiques qui créent des ponts entre les deux communautés, et (iii) Protéger et renforcer les moyens d'existence des éleveurs et redynamiser les structures d'accompagnement telles que la FNEC (FELGIP et GIP) et l'ANDE.</p> <p>Ces trois objectifs visent dans l'immédiat à restaurer et protéger les moyens de vie des ces populations jamais assistés et en grande détresse qui ont presque ou tout perdu et dont les vies sont en danger. Cette action contribuera donc à «renforcer la résilience des deux communautés peuls et sédentaires, et à promouvoir la cohésion sociale dans les deux communes» à travers les activités suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour atteindre l'objectif stratégique 1, CRS vise la sécurisation des moyens de productions des éleveurs peuls et des populations sédentaires à travers les activités de cohésion sociale entre les deux communautés sédentaires par la mise en place de 6 Comités Communautaires de Cohésions Sociales (CCCS) dans les deux communes d'élevages de Niem et Gaudrot (soit 160 ménages) qui vont contribuer à la promotion de la paix et de la cohésion sociale aux sein et entre les communautés par des sensibilisations, des plaidoyers et la facilitation du dialogue inter-communautaire et l'identification et la mise en œuvre des initiatives communautaires de cohésion sociales aux travers des activités communautaires.(relation inter-groupes ou Bridging) - Pour atteindre l'objectif stratégique 2, CRS vise avec l'appui directe aux deux communautés à réhabiliter les moyens d'existence en rétablissant les liens intra-groupes (Bonding) et inter-communautaires (Bridging) via l'appui à 50 groupements maraichers de 20 ménages (1000 ménages) : Les populations les plus affectées et désireuse de faire du maraichage en vue de diversifier leur source d'alimentation et de revenue seront dotés en intrant et outillés puis formés. Ces groupements serviront de portes d'entrée pour la promotion de la cohésion sociale et la construction de la paix (Bonding) - Pour atteindre l'objectif stratégique 3, le programme vise surtout la protection du bétail encore sur pied, principale source de vie des éleveurs pour laquelle sociologiquement, il est prêt à mettre sa vie en danger pour la sienne : <ol style="list-style-type: none"> 1- Le déparasitage et la vaccination de 50, 000 bovins d'éleveurs semi-nomades dans les deux communes de Niem et Gaudrot (soit 1000 ménages). Les bovins des éleveurs sédentaires seront aussi vaccinés 2- La réhabilitation de 6 parcs à vaccination pour faciliter la vaccination via du Cash for Work permettant également le renforcement de la cohésion sociale entre les groupes (Bridging) <p>Ces actions vont se faire concomitamment avec comme point de départ les activités portant sur le travail de " reconstruire la personne" via les activités de guérisons du trauma qui démarre la mise en place des CCCS.</p>		
Direct beneficiaries :			

Men	Women	Boys	Girls	Total	
2,189	2,181	3,086	2,544	10,000	
Other Beneficiaries :					
Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Other	2,189	2,181	3,086	2,544	10,000
Other	0	0	0	0	0
Host Communities	0	0	0	0	0
Internally Displaced People	0	0	0	0	0
Indirect Beneficiaries :					
Les activités de cohésion sociales via les CCCS (120 ménages issues des différentes couches socio-professionnelles, religieuses et des autorités locales) et les formations des formateurs, la constructions des parcs de vaccinations, la mise en place des champs de démonstrations, vont servir à l'ensemble de la communauté, tout au long et même après le projet.					
Catchment Population:					
Link with allocation strategy :					
<p>Les peules éleveurs qui sont la principale cible sont une communauté à haut risque parce que musulman et systématiquement visés par les Anti-Balakas et qui s'est réfugiée au Cameroun ou déplacés le long de cette frontière a entamé un retour progressive dans leurs villages et campements. LA nouvelle situation au Cameroun du fait des actions de Bokam Haram, les poussent à rentrer en RCA car ne sentant de moins en moins en sécurité. Les populations peuls le long de la frontière, est inaccessible et n'a donc bénéficié d'aucune assistance depuis leurs lieu de déplacés. Hors la situation des hommes, le bétail souffre aujourd'hui de PPCB et de parasite. les risques épizootie sont réelles si rien n'est fait en terme de vaccination. Le bovin est un capital économique et sociale pour lequel le peule est prêt à sacrifier sa vie. C'est donc cette communauté à haut risque que le programme vise a sécuriser et à supporter le retour en créant les conditions favorables par la restauration de la cohésion sociale entre eux et les communautés sédentaires mais aussi en sécurisant leur moyens d'existence par la vaccination de leur troupeaux. La résilience des communautés sédentaires victimes de la crise sera elle aussi renforcée en l'occurrence les retournés jamais assistés. Ce programme par l'assistance directe aux deux communautés et la réhabilitation des infrastructures communautaires en lien directe avec les outils de productions, vise à restaurer les moyens de vie des populations retournées en très grande détresses mais jamais assistés par les soins vétérinaires mais à les sécuriser par la cohésion sociale. Dans ce programme, les structures d'accompagnement comme la FNEC et l'ANDE seront redynamisées. CRS va s'appuyer sur la Caritas et la Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP) pour le travail de cohésion social. Les structures communautaires joueront un rôle important dans ce travail de rapprochement inter-communautaires. La Commission Episcopale Justice et Paix est une structure de l'Église catholique universelle, initiée par la Commission Pontificale Justice et Paix à Rome en 1968 par le Pape Paul VI. Elle a été introduite par la Conférence Épiscopale Centrafricaine au niveau national avec un Secrétariat Exécutif créé en 1991 soutenu par un bureau composé de membres bénévoles sous la supervision d'un prêtre nommé par la conférence Épiscopale. La même structure se retrouve dans tous les diocèses en particulier dans les diocèses de Bouar, partenaires de CRS pour son programme de cohésion social (SECC) dans la Nana-Mamabéré, l'Ouham, l'Ouham-Pendé mais aussi au Sud-Est. La CDJP et CRS ont développé des outils (voir en annexe) qui serviront dans le cas de ce programme. Ce programme va s'appuyer sur le savoir et l'expérience acquise par SECC pour démarrer au plus vite. Les bénéficiaires du dit programme pourront également s'ils le désirent faire partir des des groupes dit de Communauté d'Épargne et de Crédit Interne (CECI) qui un équivalent des caisses de résiliences que CRS exécutent dans la région avec un financement de la FAO pour garantir la durabilité des effets des actions initiées. Le travail avec la CDJP, les CCCS et les groupements œuvrent dans ce sens de la durabilité également.</p>					
Sub-Grants to Implementing Partners :					
Partner Name	Partner Type	Budget in US\$			
Commission Diocesaine JUstice et Paix (CDJP)/Caritas de Bouar	Others	21,647			
Federation Nationale des Eleveurs Centrafricaines de Bouar	(Non) National NGO	25,935			
Agence Nationale pour le Developpement de l'Elevage	(Non) National NGO	8,350			
		55,932			
Other funding secured for the same project (to date) :					
Other Funding Source		Other Funding Amount			
Organization focal point :					
Name	Title	Email	Phone		
LeAnn Hager	Répresentante pays	leann.hager@crs.org	72267660		
Katherine Price	Directrice des Programmes	katherine.price@crs.org	72494601		

Mahamadou Maiga	Coordinateur Securite Alimentaires et Moyens d'Existences	mahamadou.maiga@crs.org	72288836
-----------------	---	-------------------------	----------

BACKGROUND

1. Humanitarian context analysis

La commune d'élevage de Niem compte 16.316 habitants dont 70% d'éleveurs et 30% de Gbaya. Celle de Gaudrot selon les dires de son Lamidot, serait peuplée de 11,000 habitants. Ce qui fait un total de 27.316 habitants dont environ 19.000 seraient des éleveurs peuls semi-nomades. L'effectif du cheptel bétail en 2000 était de 594.479 pour la Préfecture de la Nana-Mambéré soit 18% du total national. Faisant d'elle la première région d'élevage du pays. Avant la crise, la moyenne de bovins par éleveur était de 100 têtes de bovins. Mais lors de l'évaluation conduite par CRS du 19 au 21/05/2015 (annexe 1), les personnes interviewées nous ont dit que la moyenne par ménage serait entre 30 à 50 en moyenne pour ceux qui en détiennent encore. Aujourd'hui personne ne peut affirmer le nombre de bétails encore dans la commune car les éleveurs par souci de sécurité se sont pour un grand nombre d'entre eux, rejugué soit au Cameroun dans les localités de Gbatoua et Garoua-Boulai ou dans les localités de Ngawi, Meuganga, près de la frontière camerounaise. Quelques-uns se sont rapprochés des villages (par exemple Yelewa), augmentant les risques de conflits pour la gestion des ressources naturelles. La situation sécuritaire n'est pas sans repos pour ces éleveurs qui sont encore sur le territoire national centrafricain car avec la crise, c'est tous les dispositifs de gestion des conflits qui existaient jadis qui on volés en éclats. Néanmoins, lors de notre enquête les communautés ont témoigné de leur envie de revivre comme au paravent. Et les autorités de la transition travaillent dans ce sens avec le redéploiement des Lamidots (Maires peuls) mais aussi l'envoi des forces de défenses et sécurités. 40 militaires centrafricains sont actuellement déployés dans les deux communes. La Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la Centrafrique (Minusca) s'est également déployée sur les axes et a même déjà démantelé 3 camps des bandes armées. L'élevage et l'agriculture dans ces deux communes est complètement sinistré. Par exemple, les services d'encadrement des éleveurs que sont l'Agence Nationale pour le Développement de l'Elevage (ANDE) et la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) sont quasi-inexistants sur le terrain du fait des pillages et destruction des bâtiments et matériels. Il en est de même pour l'Agence Centrafricaine pour le Développement à l'Agriculture (ACDA). Ceux qui se sont redéployés à Bouar depuis peu manquent de moyens pour fonctionner. Les 16 parcs de vaccination et les 8 postes vétérinaires, et 5 sous-postes vétérinaires que comptent les deux communes ne sont, elles aussi, pas fonctionnels. Et de l'aveu des techniciens de la FNEC, l'ANDE et de certains éleveurs, les maladies telles que la PPBC, la PPR, etc. sévissent dans les troupeaux et pour préserver le peu qui en restent dans les communes, une campagne systématique de déparasitage et de vaccination s'impose. Il existe dans les deux communes 9 marchés à bétail (6 de collecte, 1 terminal et de consommation et 2 d'exportation) qui jouaient un rôle économique considérable. Mais ces marchés pour la plupart ont besoins d'être réhabiliter afin de permettre un écoulement rapide de la viande et du bétail. La situation alimentaire et les moyens d'existence des populations des deux groupes socio-économiques demeurent également critiques avec des besoins en vivres, semences en NFI, EHA, abris toujours pas comblés (RRM_ACF_MSA, aout 2017).

2. Needs assessment

Les différentes évaluations de CRS sur le sujet (Rapport conjoint FAO-DRC-CRS, Synthèse bibliographique, Etude Socio-anthropologique, Rapport Evaluation Rapide de la Situation Pastorale dans les communes d'élevage de Niem et Gaudrot) et la dernière évaluation RRM de ACF (voir documents) ont ressorties les éléments suivants: 1. En terme de chocs: La crise n'a pas épargné les éleveurs et les agriculteurs tour à tour victimes des Seleka et des Anti-Balaka dans ces deux communes d'élevage de Niem et Gaudrot. L'avènement des Seleka en mars 2013, ainsi que leur retrait avaient jadis entraîné la fuite des ménages sédentaires agricoles dans la brousse. Puis, celle des Anti-Balakas avait, elle aussi, entraîné un exode massif des populations musulmanes, en majorité peulhs, vers la frontière du Cameroun et au Cameroun. 2. Le constat de vagues de retours et déplacements observés dont la commune de Niem surtout. En effet, avec l'accalmie observée dans la zone due au déploiement des Forces Armées Centrafricaines et de la MINUSCA, plusieurs acteurs notent le retour progressif de ménages essentiellement peules qui avaient quitté la zone depuis plus de 20 mois venant s'ajouter aux retournés de longues dates. A ces retours s'ajoutent des mouvements de déplacements préventifs de ménages en provenance de Besson, Maya-Laro, Babaoua, Koundé. Ces ménages craignent des exactions de la part de Groupes Armés sévissant dans le triangle de Besson-Kella-Maya-laro. Même si les deux communautés disent être prêt à revivre ensemble, il ressort un besoin de travailler au renforcement de la cohésion sociale. Par exemple à Niem, la majorité à vocation agricole occupent les zones de pâturages et à Yelewa, ce sont les éleveurs qui empiètent sur les aires de cultures. 3. Très peu d'acteurs y sont présents en sécurité alimentaire et moyens d'existence, et aucun acteur n'intervient sur le pastoralisme et la transhumance malgré le gap en assistance et un réel potentiel. Les activités de LFW et Mercy Corps sont très focalisées sur quelques groupements à Boaur et Niem centre. Selon la FAO, il ressort que les besoins en sécuritaires alimentaires sont loin d'être rempli à l'heure actuelle. Alors même que l'évaluation RRM de ACF montre que la situation alimentaire des ménages est précaire et fragile: 33,6% des ménages déplacés et retournés ont un SCA limite. En effet, 98% des enquêtés déclarent avoir des réserves pour une (01) semaine et moins seulement. Malgré la faiblesse des ressources financières, 68% des ménages enquêtés dépendent du marché pour se pourvoir en nourriture. Coté élevage, la de-capitalisation est énorme mais difficile à chiffrer. Selon les acteurs de 100 tête de bovins en moyenne par ménages, on est à moins de 50 aujourd'hui. Et de l'aveu des techniciens de la FNEC, l'ANDE et de certains éleveurs, les maladies telles que la PPBC, la PPR, etc. sévissent dans les troupeaux faisant crainte une épizootie qui va décimer ce qui reste du bétail: De ces évaluations, il ressort les besoins spécifiques suivants à combler urgemment pour restaurer, préserver les moyens de vie des retournés dans les deux communes et éviter tout nouveau conflit dans un climat de fort méfiance. 1- Le conflit socio-culturel (mode de vie) et économique (gestion des ressources naturelles...) entre les communautés pastorales semi-nomades, transhumants et sédentaires à majorité agricole. 2- La perte de moyens de vie des deux communautés pastorales et sédentaires à cause de l'insécurité engendrée par le conflit. 3- La mauvaise santé du bétail avec des risques d'épizootie du fait de la non vaccination et du manque de soins vétérinaires suite au pillage et absence des structures d'encadrement que sont les démembrements de la FNEC et du l'ANDE.

3. Description Of Beneficiaries

Les bénéficiaires directes du projet de réponse d'urgence sont les populations retournées récentes (les éleveurs peuls) et de longues dates (les sédentaires agriculteurs). Selon les informations issues des évaluations précitées et des données du HCR de Bouar, il y a un retour de plus en plus important surtout dans la commune de d'élevage de Niem-Yéléwa. Pour le seul mois d'août, les chiffres sont les suivants : 571 à Yéléwa-centre, 468 dans le Quartier Haoussa, 71 à Sabewa et 34 à Niem-centre. En Juin, l'ONG IDEA rapportait 978 ménages retournés dans la seule ville de Niem-Yéléwa lors de la dernière enquête RRM d'ACF. Chiffre difficilement vérifiables auprès des autorités locales qui ne disposent pas de recensement clair. Le RRM fait par contre état de 350 personnes arrivées dont 200 personnes retournées. Autre point, les données en notre possession ne sont pas désagrégées en sexe et âge. Un travail de ce projet sera de consolider les chiffres désagrégés par âge et sexe des retournés en lien avec le HCR. Le projet vise donc deux types de bénéficiaires spécifiques : 1. Ce sont les retournés récents qui sont essentiellement peuls et donc les bovins seront déparasités et vaccinés sans exclure les éleveurs sédentaires. 2. Ce sont les retournées de plus ou moins longue durée qui sont des agriculteurs pour la plus part mais jamais assistés, désireuses de pratiquer les activités maraîchères pour diversifier leur alimentation mais aussi leur ressources. Les ménages peuls décapitalisés désireuses de pratiquer le maraichage seront pris en compte. Critères de sélections: L'approche participative sera la règle pour la sélection des bénéficiaires. Il consistera à associer les autorités locales et les populations villageoises tout au long du processus. A savoir la sensibilisation et l'explication du processus de sélection, la vérification et validation des listes. 1. Tous les éleveurs retournés avec du bétail seront identifiés et sensibilisés via les autorités locales et la FNEC pour un total de 50,000 têtes de bovins. La sélection se fera par la communauté elle-même sous la supervision des autorités locales à savoir les Ardos et le Lamidot avec l'appui des GIP (Groupements d'intérêts pastoraux. Il y en a 28 dans les deux communes d'élevage) de la FNEC. 2. La sélection va tout d'abord s'adresser aux ménages retournés faisant partie de groupements au moment de la sélection ou antérieurement. Des nouveaux groupements de retournés pour être créés sur la base du volontariat. Les évaluations ont montré un fort potentiel en maraichage avec des groupes préexistant tel qu'à Niem-centre, Baboua 1 et 2, Besson, Service Kollo, etc. Les autorités locales et les agents de l'ACDA participeront à la sensibilisation et à la sélection des bénéficiaires. Les listes des groupements seront validées par leurs propres communautés et quiconque aura la possibilité de faire remonter ses plaintes auprès de CRS par la mise en place d'un mécanisme approprié.

4. Grant Request Justification

L'action vise à «renforcer la résilience des deux communautés peuls et sédentaires, et à promouvoir la cohésion sociale dans les deux communes» à travers les activités suivantes : Objectif stratégique 1 : Volet cohésion sociale 1- La mise en place de 6 Comités Communautaires de Cohésions Sociales (CCCS) dans les deux communes d'élevages de Niem et Gaudrot (soit 160 ménages) qui vont contribuer à la promotion de la paix et de la cohésion sociale au sein et entre les communautés par des sensibilisations, des plaidoyers et la facilitation du dialogue inter-communautaire et l'identification et la mise en œuvre des initiatives communautaires de cohésion sociales aux travers des micro-projets communautaires. CRS va travailler avec la Commission Diocésaine de Justice et Paix (CDJP) qui a déjà l'expérience en cohésion sociale et édification de la (voir document). La CDJP via les Commissions Paroissiales de Justice et Paix en partenariat avec CRS va appuyer les communautés à mettre en place ces comités constituées par des représentants de chaque couche socio-professionnelle à savoir les éleveurs peuls et sédentaires, les agriculteurs, l'association des jeunes, l'association des femmes, les Ardo, les leaders religieux etc. soit environ une vingtaine de personnes en fonction des groupes d'intérêt présents. Les CCCS seront formés en cohésion sociale sur l'approche Binding, Bonding, Bridging (3B), l'édification de la paix et la gestion des conflits, l'élaboration de la cartographie des ressources, des risques et des conflits, la connaissance des droits de l'homme et des lois locales. Les résultats de l'objectif 1 vise à guérir les traumas individuels (c'est la phase Binding du 3B) afin de renforcer relation intracommunautaires via les activités telles que les groupements maraichers, des éleveurs, etc.(c'est la phase Bonding du 3B) qui est les phases vers la création des CCCS qui faciliteront le dialogue intercommunautaire (phase Bridging du 3 B). Les CCCS, forts de leur légitimité et de leur représentativité vont jouer un rôle prépondérant entre les communautés villageoise et les structures comme la FNEC, l'ANDE et la CDJP. Objectif stratégique 2 : Réhabiliter les moyens d'existence en rétablissant les liens intracommunautaires (Bonding) et inter-communautaires (Bridging) : 1- L'appui à 50 groupements maraichers de 20 ménages (1000 ménages): Les populations les plus affectées et désireuse de faire du maraichage en vue de diversifier leur source d'alimentation et de revenue seront dotés en intrant et outillés puis formés. Ces groupements serviront de portes d'entrée pour la promotion de la cohésion sociale et la construction de la paix. Objectif stratégique 3 : Protection du capital économique et social et la re-dynamisation de la FNEC en particulier via les activités suivantes : 1- Le déparasitage et la vaccination de 50,000 bovins d'éleveurs semi-nomades et sédentaires dans les deux communes de Niem et Gaudrot (soit 1000 ménages) : Une première campagne de déparasitage/vaccination est programmée en Octobre/Novembre 2015. Le déclenchement de cette première campagne se fera après un feu vert consensuel des CCCS et de la CDJP. Cette première campagne visera les éleveurs autour des localités de Niem, Yéléwa, NDoungue-Douane, Besson, Doyiha. Une deuxième campagne de vaccination aura lieu en décembre/janvier. Elle visera un plus grand nombre de bovins de la communauté réfugiée au Cameroun ou dans les localités le long de la frontière telles que Ngawi, Meuganga, Gbatoua etc. Des accords de partenariats seront signés avec la FNEC et l'ANDE au niveau régional (Bouar) pour la conduite de ces campagnes. 2- La réhabilitation de 6 parcs à vaccination: 4 parcs à Niem (Niem, Yéléwa, Doyiha, Sabewa) et 2 parcs à Gaudrot (Besson Centre et Mayo-Lara) seront réhabilités pour la conduite de la vaccination. 3- Appui à la FNEC/FELGIP, ANDE pour appuyer le travail de déparasitage et vaccination.

5. Complementarity

L'action proposée est en complémentarité étroite avec le projet Bekou. Les questions liées au monde pastoralisme superposent l'urgence et le chronique à savoir le besoin d'une réponse urgente pour faire face aux besoins immédiats des retournés en l'occurrence les éleveurs pour préserver leurs moyens de vie et donc sauver des vies dans un climat de cohésion sociale renforcés sur lequel une reprise des activités pastorales sera bâtie assurant le continuum entre l'urgence et le relèvement. Et ainsi donc, La complémentarité et l'articulation des actions financées par le CHF et le Bekou se feront de la façon suivante au travers des différents objectifs spécifiques suivants : L'objectif stratégique 1 : 1- La réorganisation et formation des structures socio-économiques et religieuses en 6 CCCS dans les deux communes d'élevages de Niem et Gaudrot qui vont contribuer à la promotion de la paix et de la cohésion sociale aux sein et entre les communautés par des sensibilisations, des plaidoyers et la facilitation du dialogue intercommunautaire et l'identification et la mise en œuvre des initiatives communautaires de cohésion sociales (Financement CHF et Bekou) 2- La sensibilisation et la formation en cohésion sociale via les émissions radio et les clés USB (Fond Bekou) : Des modules de formation thématiques seront mis sur support électronique dans des clés USB. Les 6 CCCS, les 50 groupements maraichers et les 50 groupes de Pastoralisme Field School (GPFS) seront dotés chacun d'une radio avec une clé USB. 3- La mise en place d'un comité mixte de gestion de la transhumance entre la RCA et le Cameroun (Fond Bekou): Ce comité aura en charge la régulation de la transhumance, la sensibilisation des 'transhumants en amont et en aval, la redynamisation des mécanismes traditionnels des gestions des conflits. L'objectif stratégique 2 : 1- L'appui à 50 groupements de maraichers de 20 ménages retournés non assistés (Fond CHF) : Ces groupements serviront de porte d'entrée pour la promotion de la cohésion sociale et la construction de la paix. 2- La constitution de 50 groupes de « Pastoralism Field School » (GPFS) pour l'appui-conseil in situ aux éleveurs (Fond Bekou) : Ces groupements serviront également de porte d'entrée pour la promotion de la cohésion sociale et la construction de la paix. 3- Le financement de 6 micro-projets à vocation socio-économique et des activités pour la réhabilitation d'ouvrages socio-économiques (fond Bekou) : Ces activités donnent un sens commun aux communautés permettant de faire le pont entre elles et de continuer le travail de Bridging. 4- La réhabilitation de 3 marchés à bétail (fond Bekou) : L'approche CFW sera utilisée pour la réhabilitation de ces ouvrages et le projet fera appel aux deux communautés (Bridging). 5- La sensibilisation et la formation en technique d'élevage et gestion des comptes via les émissions radio et les clés USB (fond Bekou): Des modules de formation thématique sur les 2 secteurs d'activités seront mis sur support électronique dans des clés USB. . Les 6 CCCS et les 50 GPFS seront dotés chacun d'une radio avec une clé USB. Pendant toute la durée du programme, chaque mois un sujet sur les deux secteurs sera porté à l'antenne en langue peule et sango. L'objectif stratégique 3 : 1- Le déparasitage et la vaccination de 50,000 bovins d'éleveurs retournés et des sédentaires dans les deux communes de Niem et Gaudrot (Fonds CHF et Bekou) : Des accords de partenariats seront signés avec la FNEC et l'ANDE au niveau régional (Bouar) pour la conduite de ces campagnes. 2- La réhabilitation de 6 parcs à vaccination (Fond CHF). 3- Appui institutionnel et opérationnel à la FNEC et l'ANDE (Fond Bekou/CRS) : CRS va signer deux protocoles d'accord avec chacune des deux institutions en vue de les redynamiser pour la conduite des campagnes de déparasitage/vaccination et la reprise de leurs activités de suivi et d'accompagnement des éleveurs.

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

L'objectif global de ce programme multi sectoriel est de faciliter la reprise sur des bases durables des activités de l'élevage dans les deux communes d'élevage de Niem et Gaudrot en facilitant le mouvement et le retour pacifique des éleveurs semi-nomades dans leurs campements et villages d'origine. Le programme que CRS propose dans le cadre de cette allocation vise une réponse urgente pour assister les retournés récents et longues durées qui sont respectivement les éleveurs peuls et les populations sédentaires agricoles jamais assistés à ce jour. Il s'agit de "Restaurer et sécuriser les biens productifs des éleveurs retournés et dans les communes d'élevage de Niem et Gaudrots par des activités de cohésion sociales inter-communautaires, la restauration des moyens de vie des populations retournés de longue date et celles récentes via les activités de maraichages et de vaccination du bétail des éleveurs.

Sécurité Alimentaire

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2015 Obj 2 : Rétablir les moyens de subsistance des ménages en situation d'urgence et de crise en assurant l'accès aux actifs productifs et aux marchés; augmenter leur résilience en renforçant les structures sociales et économiques	Objectif 4 SRP-2015 : Faciliter les solutions durables pour les personnes déplacées et les réfugiés notamment dans les zones de retour ou de réintégration.	100

Contribution to Cluster/Sector Objectives : Le programme de CRS pour les deux communes d'élevage vise à sécuriser le capital productif des éleveurs semi-nomades qui sont déplacés pour la plus part, et qui ont enclenchés un mouvement de retours, en soignant leur animaux qui depuis le début de la crise n'ont plus accès au soins vétérinaire. Mais aussi avec la réhabilitation via le CFW de 6 parcs de vaccination, par la redynamisation des structures d'accompagnement qui sont la FNEC et l'ANDE. Ainsi donc, le projet crée les condition d'un rétablissement ou d'un renforcement des biens productions mais aussi de la résilience des populations d'éleveurs semi-nomades dans leur villages et campement de retour. Sachant que le retour enclenché par les éleveurs semi-nomades ne se fera pas sans heurts parce que le tissu social s'est profondément déchiré, mais aussi parce que les populations se sont énormément paupérisées, le programme va appuyer 1000 ménages de sédentaires agricoles retournés pour des activités de maraichage en groupement avec un renforcement des capacités afin de développer une filière en mesure de d'approvisionnement les marchés locaux telles que celles de Niem et Garan-Boualal. L'évaluation RRM a fait ressortir un grand besoin en finance pour les ménages retournés qui font appel au marché pour 68% d'entre eux alors qu'ils sont dépourvus en ressources financiers. De plus les grands marchés sur les axes sont alimentés par les produits venant de Cameroun. Une niche commerciale existe pour le développement d'une filière maraichère.

Outcome 1

La cohésion sociale et de l'édification de la paix entre communautés des éleveurs et sédentaires des communes d'élevage de Niem-Yellowa et Gaudrot sont restaurés et renforcés

Output 1.1

Description

Il sera mise en place 6 Comités Communautaires de Cohésions Sociales (CCCS) dans les deux communes d'élevages de Niem et Gaudrot (soit 120 ménages) qui vont contribuer à la promotion de la paix et de la cohésion sociale au sein et entre les communautés par des sensibilisations, des plaidoyers et la facilitation du dialogue inter communautaire et l'identification et la mise en œuvre des initiatives communautaires de cohésion sociale. CRS va travailler avec la Commission Diocésaine de Justice et Paix (CDJP) qui a déjà l'expérience en cohésion sociale et édification de la paix via le Projet Security Empowered Connected Community (SECC) d'un financement d'1 million de dollars de l'USAID (voir document). La CDJP via les Commissions Paroissiales de Justice et Paix en partenariat avec CRS va appuyer les communautés à mettre en place ces comités constituées par des représentants de chaque couche socio-professionnelle à savoir les éleveurs peuls et sédentaires, les agriculteurs, l'association des jeunes, l'association des femmes, les Ardo, les leaders religieux etc. soit environ une vingtaine de personnes en fonction des groupes d'intérêt présents. Les CCCS seront formés en cohésion sociale sur l'approche Binding, Bonding, Bridging (3B), l'édification de la paix et la gestion des conflits, l'élaboration de la cartographie des ressources, des risques et des conflits, la connaissance des droits de l'homme et des lois locales. Les résultats de l'objectif 1 vise à soigner les traumas individuels (c'est la phase Binding du 3B) afin de renforcer relation intracommunautaires via les activités telles que les groupements maraichers, des éleveurs, etc.(c'est la phase Bonding du 3B) qui est les phases vers la création des CCCS qui faciliteront le dialogue intercommunautaire (phase Brinding du 3 B). Les CCCS, forts de leur légitimité et de leur représentativité vont jouer un rôle prépondérant entre les communautés villageoise et les structures comme la FNEC, l'ANDE et la CDJP. Si dans une localité il existe déjà un cadre de ce type, le travail se fera avec lui. Dans le cadre d'un de ses projets de cohésion sociale à Ouham, Ouham-Pendé et Nana-Mambéré, CRS via la CDJP, a mis en place 41 CCCS. La CDJP et Paix est une structure de l'Eglise catholique universelle, initiée par la Commission Pontificale Justice et Paix à Rome en 1968.

Assumptions & Risks

- Pas de nouvelles crises sécuritaire telle que les attaques armées, une rébellion, une augmentation du banditisme armé etc. dans la région
- Absence de phénomènes naturels extrêmes (inondation, sécheresse, ravages causés par des nuisibles).
- Pas de nouveau changement de politique sectorielle de l'État en défaveur à l'intervention proposée.
- Les critères de choix des bénéficiaires sont compris et acceptés par les populations.
- Les prestataires de services et les fournisseurs honorent leurs contrats conformément au calendrier d'activités.

Activities

Activity 1.1.1

Sensibiliser les structures et associations socio-professionnelles et religieuses qui existent dans les deux communes sur la mise en place des Comités Communautaires de Cohésion Sociale (CCCS)

Activity 1.1.2

Recenser de toutes les structures locales traditionnelles existantes et leur rôles

Activity 1.1.3

Regrouper des représentants désignés des différentes structures socio-économiques et religieuses (20 personnes au maxi) de la plateforme dit CCCS (6) dont 3 par commune

Activity 1.1.4

Former 6 CCCS par la CDJP (5 formations de 3 jours) sur les 3B et les groupements sur le 3 B

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Sécurité Alimentaire	- # Nombre de Comités de Cohésion Sociales créés et fonctionnelles dans les deux communes d'élevages (Renforcer les relations intergroupes (CCCS))					120
Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet - Données de suivi des activités - Rapports d'activités et d'évaluation							
Indicator 1.1.2	Sécurité Alimentaire	Nb d'initiatives en faveur de la cohésion sociale intégrées dans les programmes de réponse en sécurité alimentaire (ref SRP 3.1)					2,000
Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet - Données de suivi des activités - Rapports d'activités et d'évaluation							
Indicator 1.1.3	Sécurité Alimentaire	- % des hommes et des femmes vivants dans les zones ciblées rapportant que les initiatives de dialogues et de médiation contribuent à améliorer la sécurité et la cohésion sociale dans leur zone					2,500
Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet - Données de suivi des activités - Rapports d'activités et d'évaluation							
Indicator 1.1.4	Sécurité Alimentaire	Nombre de CCCS et de groupements formés sur les 3B					2,000

Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet

- Données de suivi des activités
- Rapports d'activités et d'évaluation

Output 1.2**Description**

Chaque groupe homogène de la communauté va être accompagner en guérison du trauma pour reconstruire sa personne et porter un regard sur lui-même (c'est la phase Binding du 3B). A partir delà les groupes pourront être renforcer via les activités de micro-projets (financement sur fond Bekou) et de groupements maraichers (financement fond CHF) par exemple. Le troisieme niveau du processus sera la mise en place des des 6 CCCS. Chaque CCCS va en 5 jours élaborer la cartographie des ressources, des risques et des conflits Cette cartographie établie avec tous les autres membres de la communauté permettra d'identifier et hiérarchiser toutes les sources de conflits majeurs au sein des communautés et de proposer des pistes de solution pouvant prendre la forme de micro-projets d'intérêt communautaire (cette partie du projet sera financé par le fond Bekou ou les autres fonds de CRS). Le groupe sur une base consensuelle en association avec CRS va valider un projet portant par exemple sur la délimitation des zones de culture et de pâturage, la construction ou réhabilitation d'un point d'eau avec un comité mixte de gestion qui prend en compte les besoins des deux communautés et les aspects genres, les fromageries, la réhabilitation ou construction d'un aire d'abatage des animaux, aire de séchage (Bridging du 3 B qui sera financé par le Bekou)

Assumptions & Risks

- Pas de nouvelles crises sécuritaire telle que les attaques armées, une rébellion, une augmentation du banditisme armé etc. dans la région
- Absence de phénomènes naturels extrêmes (inondation, sécheresse, ravages causés par des nuisibles).
- Pas de nouveau changement de politique sectorielle de l'État en défaveur à l'intervention proposée.
- Les critères de choix des bénéficiaires sont compris et acceptés par les populations.
- Les prestataires de services et les fournisseurs honorent leurs contrats conformément au calendrier d'activités.

Activities**Activity 1.2.1**

Sensibilisation des deux communautés pour une contribution communautaire pour la réhabilitation des 6 parcs de vaccination

Activity 1.2.2

Constitutions des équipes pour la réhabilitation des 6 parcs issues des communautés sur la base du volontariat et de l'auto-sélection via les CCCS

Activity 1.2.3

Suivi des indicateurs de processus et d'impact afin de les mesurer et au besoin adapter les activités

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Sécurité Alimentaire	# Nombre d'échanges réguliers établis par les deux communautés comme dans le passé à travers; des (produits laitiers, la viande, la production agricole, l'utilisation des fumures organiques d'origine animale etc					3,542

Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet

- Données de suivi des activités
- Rapports d'activités et d'évaluation

Indicator 1.2.2	Sécurité Alimentaire	#Nb de parcs réhabilité avec la participation des deux communautés sur un total de 6					3,542
-----------------	----------------------	--	--	--	--	--	-------

Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet

- Données de suivi des activités
- Rapports d'activités et d'évaluation

Indicator 1.2.3	Sécurité Alimentaire	# de ménages ayant accès à des mécanismes communautaires de renforcement de leurs moyens d'existence (ref SRP 2.2)					3,542
-----------------	----------------------	--	--	--	--	--	-------

Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet

- Données de suivi des activités
- Rapports d'activités et d'évaluation

Outcome 2

Les moyens de productions et les ouvrages socio-économiques qui créent des ponts entre les deux communautés des communes d'élevage de Niem et Gaudrot sont restaurés

Output 2.1**Description**

L'appui à 50 groupements maraichers de 20 ménages (1000 ménages): Les populations les plus affectées et désireuse de faire du maraichage en vue de diversifier leur source d'alimentation et de revenue seront dotés en intrant et outillés puis formés. Ces groupements serviront de portes d'entrée pour la promotion de la cohésion sociale et la construction de la paix.

Assumptions & Risks

- Pas de nouvelles crises sécuritaire telle que les attaques armées, une rébellion, une augmentation du banditisme armé etc. dans la région
- Absence de phénomènes naturels extrêmes (inondation, sécheresse, ravages causés par des nuisibles).
- Pas de nouveau changement de politique sectorielle de l'État en défaveur à l'intervention proposée.
- Les critères de choix des bénéficiaires sont compris et acceptés par les populations.
- Les prestataires de services et les fournisseurs honorent leurs contrats conformément au calendrier d'activités.

Activities

Activity 2.1.1

Former des animateurs agricoles de Caritas basés sur le terrain

Activity 2.1.2

Sensibiliser et identifier des groupements existants et ou à structurer

Activity 2.1.3

Identifier des sites maraichers de chaque groupement et signer des contrats de partenariat

Activity 2.1.4

Préparer des planches avec l'appui des animateurs et de l'officier responsable du volet agricole: Des planches témoins du style champ école paysan seront mise en place dans chaque localité dans le but d'assurer une formation continue des maraichers

Activity 2.1.5

Distribuer des kits maraichers (Semences et outils) aux 50 groupements. Une demande a été déjà adressé à la FAO. La FAO va privilégier les demandes pour des projets financiers entre autre par le CHF.

Activity 2.1.6

Monitoring des activités

Activity 2.1.7

Formation sur l'approche filière des groupements via:

1. Analyse du marché et son potentiel
2. choix des semences à forte valeur monétaire sur les marchés locaux
3. interaction dans les formation en cohésion sociale de la complémentarité entre les deux économies (pastoralisme et maraichage): Bridging
4. Valorisation de la fumure organique lors des formation via les planches experimentales

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.1.1	Sécurité Alimentaire	Nb de ménages ayant reçu des intrants et équipements agricoles/pêche/élevage					1,000

Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet

- Données de suivi des activités
- Rapports d'activités et d'évaluation

Indicator 2.1.2	Sécurité Alimentaire	Nb de personnes formées désagrégées par sexe	700	300			1,000
-----------------	----------------------	--	-----	-----	--	--	-------

Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet

- Données de suivi des activités
- Rapports d'activités et d'évaluation

Indicator 2.1.3	Sécurité Alimentaire	# nombre de groupements maraichers mise en places					50
-----------------	----------------------	---	--	--	--	--	----

Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet

- Données de suivi des activités
- Rapports d'activités et d'évaluation

Outcome 3

Les moyens d'existence des éleveurs semi-nomades et sédentaires sont protégés et renforcés

Output 3.1

Description

Une première campagne de déparasitage/vaccination est programmée en Octobre/Novembre 2015. Le déclenchement de cette première campagne se fera après un feu vert consensuel des CCCS et de la CDJP. Cette première campagne visera les éleveurs autour des localités de Niem, Yéléwa, NDoungue-Douane, Besson, Doyiha. Une deuxième campagne de vaccination aura lieu en décembre/janvier. Elle visera un plus grand nombre de bovins de la communauté réfugiée au Cameroun ou dans les localités le long de la frontière telles que Ngawi, Meuganga, Gbatoua etc. Des accords de partenariats seront signés avec la FNEC et l'ANDE au niveau régional (Bouar) pour la conduite de ces campagnes.

Dans la conduite des deux campagnes de déparasitage/vaccination, 6 parcs à vaccinations vont être réhabilités : 4 parcs à Niem (Niem, Yéléwa, Doyiha, Sabewa) et 2 parcs à Gaudrot (Besson Centre et Mayo-Lara).

Assumptions & Risks

- Pas d'épizootie brusque
- Pas de nouvelles crises sécuritaire telle que les attaques armées, une rébellion, une - augmentation du banditisme armé etc. dans la région
- Absence de phénomènes naturels extrêmes (inondation, sécheresse, ravages causés par des nuisibles).
- Pas de nouveau changement de politique sectorielle de l'État en défaveur à l'intervention proposée.
- Les critères de choix des bénéficiaires sont compris et acceptés par les populations.
- Les prestataires de services et les fournisseurs honorent leurs contrats conformément au calendrier d'activités.

Activities

Activity 3.1.1

Signature de partenariat entre CRS et la FNEC

Activity 3.1.2

Appuyer la FNEC et les 3 FELGIP (Salaires, frais de fonctionnement et roulement)

Activity 3.1.3

Signer un contrat de prestation avec l'ANDE dans leur appui dans la sensibilisation et la vaccination

Activity 3.1.4

Sensibiliser les éleveurs par la FELGIP/GIP, les Lamidots et Ardo des deux communes d'élevages en vue de la vaccination

Activity 3.1.5

Signature d'un protocole d'accord avec la FAO pour les vaccins pour 50,000 têtes bovins. Un accord de principe existe déjà

Activity 3.1.6

Déparasiter et vacciner 50000 têtes de bovins en deux vagues et en un intervalle de deux mois

Activity 3.1.7

Approvisionnement en intrant de déparasitage. Dans le protocole avec la FAO, les produits de déparasitage ne seront pas fournis.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle Target
			Men	Women	Boys	Girls	
Indicator 3.1.1	Sécurité Alimentaire	Nb d'animaux vaccinés					1,000

Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet

- Données de suivi des activités
- Rapports d'activités et d'évaluation

Indicator 3.1.2	Sécurité Alimentaire	Nombre de parcs de vaccination construites					1,000
-----------------	----------------------	--	--	--	--	--	-------

Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet

- Données de suivi des activités
- Rapports d'activités et d'évaluation

Indicator 3.1.3	Sécurité Alimentaire	Nombre d'animaux deparasités					1,000
-----------------	----------------------	------------------------------	--	--	--	--	-------

Means of Verification : - Enquêtes initiale et post projet

- Données de suivi des activités
- Rapports d'activités et d'évaluation

Additional Targets :

M & R

Monitoring & Reporting plan

Activités transversales: MEAL , le système de plaintes de bénéficiaires, intégration du genre et la cohésion sociale: Une Baseline en début du projet permettra d'avoir des données de référence et de suivre les objectifs à atteindre. La collecte des données et les Suivi Poste Vaccination se feront via les partenaires CDJP, FNEC et ANDE avec les outils CRS adaptés pour tracer toutes les dotations (vaccins, argents etc.) et intégrera un système de gestion des plaintes. Toutes les données et analyses permettront de mieux comprendre le rôle culturel de l'homme et de la femme pour assurer l'équité tout en minimisant le risques de discrimination et de conflits aux seins des CCCS, des groupes SILC, des activités de micro-projets et maraichères. La désagrégation des donnés selon le genre et âge des bénéficiaires donnera le pourcentage de femmes touchées par le programme. CRS va utiliser son approche MEAL pour garantir la qualité du projet et sa redevabilité vis à vis des bénéficiaires. Les formations et sensibilisation conduites par la CDJP à travers les 6 CCCS, les groupes SILC autour des groupements maraichers et les groupes de PFS, autour des micro-projets, confèrent une dimension transversale à la cohésion sociale dans ce programme

Workplan

Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Sensibiliser les structures et associations socio-professionnelles et religieuses qui existent dans les deux communes sur la mise en place des Comités Communautaires de Cohésion Sociale (CCCS)	2015										X	X	X
	2016												
Activity 1.1.2: Recenser de toutes les structures locaux traditionnelles existantes et leur rôles	2015										X	X	
	2016												

Activity 1.1.3: Regrouper des représentants désignés des différentes structures socio-économiques et religieuses (20 personnes au maxi) de la plateforme dit CCCS (6) dont 3 par commune	2015																	X	X			
	2016																					
Activity 1.1.4: Former 6 CCCS par la CDJP (5 formations de 3 jours) sur les 3B et les groupements sur le 3 B	2015																		X	X		
	2016	X																				
Activity 1.2.1: Sensibilisation des deux communautés pour une contribution communautaire pour la réhabilitation des 6 parcs de vaccination	2015																		X			
	2016																					
Activity 1.2.2: Constitutions des équipes pour la réhabilitation des 6 parcs issues des communautés sur la base du volontariat et de l'auto-sélection via les CCCS	2015																		X	X		
	2016																					
Activity 1.2.3: Suivi des indicateurs de processus et d'impact afin de les mesurer et au besoin adapter les activités	2015																		X	X	X	
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X	X												
Activity 2.1.1: Former des animateurs agricoles de Caritas basés sur le terrain	2015																			X	X	
	2016		X		X		X															
Activity 2.1.2: Sensibiliser et identifier des groupements existants et ou à structurer	2015																			X	X	
	2016																					
Activity 2.1.3: Identifier des sites maraichers de chaque groupement et signer des contrats de partenariat	2015																			X	X	
	2016																					
Activity 2.1.4: Préparer des planches avec l'appui des animateurs et de l'officier responsable du volet agricole: Des planches témoins du style champ école paysan seront mise en place dans chaque localité dans le but d'assurer une formation continue des maraichers	2015																				X	
	2016	X																				
Activity 2.1.5: Distribuer des kits maraichers (Semences et outils) aux 50 groupements. Une demande a été déjà adressé à la FAO. La FAO va privilégier les demandes pour des projets financiers entre autre par le CHF.	2015																				X	
	2016	X																				
Activity 2.1.6: Monitoring des activités	2015																			X	X	X
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X													
Activity 2.1.7: Formation sur l'approche filière des groupements via: 1. Analyse du marché et son potentiel 2. choix des semences à forte valeur monétaire sur les marchés locaux 3. interaction dans les formation en cohésion sociale de la complémentarité entre les deux économies (pastoralisme et maraichage): Bridging 4. Valorisation de la fumure organique lors des formation via les planches experimentales	2015																			X	X	X
	2016	X	X	X	X	X	X	X	X	X												
Activity 3.1.1: Signature de partenariat entre CRS et la FNEC	2015																			X		
	2016																					
Activity 3.1.2: Appuyer la FNEC et les 3 FELGIP (Salaires, frais de fonctionnement et roulement)	2015																			X	X	X
	2016	X	X																			
Activity 3.1.3: Signer un contrat de prestation avec l'ANDE dans leur appui dans la sensibilisation et la vaccination	2015																			X		
	2016																					
Activity 3.1.4: Sensibiliser les éleveurs par la FELGIP/GIP, les Lamidots et Ardo des deux communes d'elevages en vue de la vaccination	2015																			X	X	
	2016																					
Activity 3.1.5: Signature d'un protocole d'accord avec la FAO pour les vaccins pour 50,000 têtes bovins. Un accord de principe existe déjà	2015																			X		
	2016																					
Activity 3.1.6: Déparasiter et vacciner 50000 têtes de bovins en deux vagues et en un intervalle de deux mois	2015																			X	X	X
	2016																					
Activity 3.1.7: Approvisionnement en intrant de déparasitage. Dans le protocole avec la FAO, les produits de déparasitage ne seront pas fournis.	2015																			X	X	
	2016																					

OTHER INFO**Accountability to Affected Populations**

La population touchée et les bénéficiaires ciblés pour cette intervention ont été et continueront à être impliqués à toutes les étapes du cycle du projet. Dans la phase de conception programme, plusieurs enquêtes ont été conduites au près des populations de la zone via des FGD ou des discussions directes dans les deux communes (voir les différents rapports en documents). Dans l'identification des bénéficiaires HH, CRS travaille en collaboration avec les dirigeants locaux de divers groupes, socioéconomiques et sexospécifiques ethniques et sensibilise ses membres aux questions de l'occupation secondaire, enracinées dans la sensibilité au conflit et de la Do No Harm approche. Dans la phase de vérification, CRS et Caritas vont procéder à une vérification de 100% pour prévenir la fraude et la duplication. Pour assurer la transparence du processus de sélection, les listes de bénéficiaires seront diffusés lors d'une réunion publique initiale et CRS / Caritas vont recevoir les plaintes et les divergences. Dans une deuxième réunion publique, la liste finale corrigée sera diffusé.

Implementation Plan

Le projet sera mis en œuvre en partenariat avec la CDJP/Bouar, qui fournira le personnel et les animateurs de mener des activités de programme sous la supervision des agents de Gestionnaire de programme CRS et de projet. Le personnel de Caritas travaillant pour les projets de CRS comprend actuellement un directeur, coordonnateur, agente de projet, comptable, Logisticien, Caissier, gardes, et une équipe de 8 animateurs. Programmation CRS durant l'année écoulée a travaillé avec cette équipe pour former et renforcer leurs capacités dans la mise en œuvre du programme et les principes humanitaires. Caritas Bouar a accepté de leur implication dans ce projet, procède actuellement à des vérifications HH aux côtés du personnel de CRS et est prêt à déployer immédiatement.

Les agents de CRS et Caritas gestionnaires de programmes et de projets vont collaborer pour planifier des activités de programme et un calendrier de projet. Le personnel de CRS va gérer les achats de matières et de la logistique pour les distributions et les activités sur le terrain. Caritas va organiser et mobiliser des équipes d'animateurs formés pour mener des activités dans le domaine, qui seront étroitement surveillés par CRS. Pour assurer la bonne mise en œuvre des activités et de l'utilisation des fonds, le partenaire sera tenu de soumettre des rapports d'activité mensuels et liquidations financières. L'adjoint administratif CRS travaillera en étroite collaboration avec la Caritas comptable et directeur pour assurer la conformité avec les procédures financières.

Afin de maximiser l'impact du projet, CRS coordonnera avec les autres acteurs humanitaires dans la région pour assurer les plus vulnérables sont servis et que tous les besoins de la communauté de base sont respectées. CRS participe activement au cluster Sécurité alimentaire et au Groupe de travail sur la transhumance, la protection et la sécurité alimentaire Clusters à Bouar, permettant à l'équipe de travailler en collaboration avec d'autres acteurs et d'éviter les doubles emplois. CRS / Caritas se réunira avec les autorités locales et les bénéficiaires de communiquer les objectifs et la méthodologie du programme. Pour le volet élevage, CRS va travailler avec la FNEC et l'ANDE.

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
Caritas/CDJP	Pour l'atteinte de l'objectif 1, CRS va signer un accord de partenariat avec la CDJP/Bouar pour la durée du projet d'un montant XXX sur fond propre pour la conduite des activités de cohésion sociale avec les 6 CCCS qu'elle aidera à mettre en place mais aussi les 50 GPS et les 50 groupements de maraîchers
FNEC	Pour l'atteinte de l'objectif 3, CRS va signer un protocole d'accord avec la FNEC d'un montant de XXX sur fond propre pour un appui institutionnel et opérationnel qui portera sur les équipements de bureau, la réhabilitation des dépôts pharmaceutiques etc. La FNEC va sensibiliser les éleveurs pour le déparasitage/ vaccination (Fond CHF) et commercialiser les produits vétérinaires fournis par CRS (Fond Bekou). Les 28 GIP seront recyclés (formation direct et radio) et dotés en vélos pour un montant d'Euro 4,700 (fond Bekou) et le bureau régional de la FNEC à Bouar et ceux de la FELGIP à Bouar et Baboua 1 et 2 recevront 4 motos pour un montant total XXX (fond Bekou) en vue de faciliter leur mouvement et relancer les activités de suivi aussi bien pendant les campagnes de déparasitage/ vaccination d'un montant de 83,000 (fonds CHF/Bekou) qu'après le projet.
ANDE	Pour l'atteinte de l'objectif 3, CRS va signer un protocole d'accord avec l'ANDE d'un montant respectif XXX pour la conservation des vaccins et le déparasitage/vaccination (administration et piqûres seront faites par les agents de l'ANDE.

Environment Marker Of The Project

B: Medium environmental impact with NO mitigation

Gender Marker Of The Project

2a- The project is designed to contribute significantly to gender equality

Justify Chosen Gender Marker Code

Ici les 'other' caractérise les populations sédentaires des zones de retour. Sur la base des statistique des bénéficiaires de la zone du programme, les femmes représentent environ 47% des ménages dont 54% sont des filles. En facilitant le retour des IDPs et en rétablissant leur moyens d'existence ont sauvé la vie à cette frange faible du ménage car ils sont les premières victimes de l'absence de soins d'assistance mais aussi des rappes qui sont courant dans les campement reculés de ces deux communes.

Protection Mainstreaming

CRS intègre les principes de protection dans tous les programmes d'intervention d'urgence à travers l'utilisation d'un cadre robuste qui intègre les problèmes de protection du développement de l'intervention à son évaluation. La priorité de CRS est la sécurité et le bien-être des populations touchées. CRS encourage l'égalité et la participation inclusive dans la conception et la mise en œuvre du programme. CRS promeut la dignité et la responsabilisation de tous les groupes touchés par les crises.

CRS vise à fournir une aide impartiale, en se concentrant sur les plus vulnérables aux effets de la crise, et adapte l'aide pour répondre à leurs besoins spécifiques. Là où CRS est incapable de fournir les services spécifiques en réponse aux problèmes de protection, nous coordonnons avec les autres acteurs pour faciliter la provision d'un service approprié, efficace et spécifique.

Le personnel, contractants et partenaires de CRS s'engagent à respecter le Code de Conduite de CRS, qui suit les préceptes du Groupe de travail du IASC sur la protection et contre l'exploitation et les abus sexuels dans les crises humanitaires.

Les guidelines spécifiques en matière de protection en cas d'urgence ont été appliqués à ce projet s'agissant notamment des activités impliquant les femmes (outcomes 1 et 2), du travail des enfants, et du do not harm. L'outcome un dans son ensemble vise des thématiques de protection et d'accompagnement du trauma

Country Specific Information

Safety and Security

La situation sécuritaire est calme dans la commune de Niem. Par contre, l'axe Baboua-Beloko, est instable mais la Minusca et les FACA œuvrent pour ramener la paix. Ce déploiement montre l'engagement des autorités pour la sécurisation des éleveurs. Mais si en dépit de la présence des forces de sécurité et défense, et du gros travail de cohésion social menés par CRS dans la région, la situation venait à se détériorer, CRS va se concentrer sur Niem et éventuellement sur Kouï où est présent en cohésion sociale.

Access

CRS a une large expérience de travail en zones insécurisées en RCA comme à Bouar, Boda, dans l'Ouham ou dans l'Est du pays, mais aussi au niveau organisationnel –Syrie, Iraq, etc. Un Département de gestion de la sécurité basé au Siège supervise toutes les interventions d'urgence de l'organisation.

Travailler sur la transhumance implique la confrontation à des problématiques sécuritaires pointues. Nana Mambere est située dans une zone où l'insécurité est particulièrement grande. Aussi, la notion de gestion du risque a t elle guidé la définition du projet dans son ensemble. Un Responsable Sécurité a été recruté pour appuyer CRS dans le renforcement de ses procédures. Celui-ci a une connaissance étendue de la Centrafrique depuis 1996. La mise en œuvre de mesures de sécurité spécifiques à chaque zone d'implémentation et la connaissance du terrain sont des facteurs clés de l'approche CRS en matière de gestion de la sécurité. Le Responsable Sécurité a ainsi effectué une visite dans la zone de Bouar où le personnel sera basé, afin d'être au plus près du terrain. Les recommandations de cette visite ont été prises en compte dans la rédaction de la proposition d'intervention concernant les équipements, aménagements du bureau, protocoles de déplacement sur le terrain en tels que radiochecks, convoi, etc. Avoir des outils de communication performants et indépendants du réseau national –VSAT, téléphones satellitaires- est crucial dans une zone enclavée et à haut risque comme celle de Nana Mambere.

De plus, ce projet s'appuiera sur les liens créés avec les deux communautés lors des activités des autres projets CRS pour faciliter son "acceptance". Enfin, il est attendu que la stratégie d'implémentation, ciblant les deux communautés antagonistes, participera également de la stratégie sécurité.

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
1.1	Program Manager-Bouar	D	1	8668.94	10	100%	86,689.40
	<i>Basé à Bouar (e) Il/elle sera responsable la mise en oeuvre directe du programme. Le salaire de base inclus les bénéfices. CRS va déployer en urgence un TDY (le pool de l'équipe d'urgence) le temps de finaliser le recrutement.</i>						
1.2	Food Security & Livelihoods Coordinator	D	0.2	11258.9	10	100%	22,517.80
	<i>Basé a Bangui, il sera responsable de la supervision globale de la mise en œuvre du programme</i>						
1.3	MEAL Coordinator	D	0.2	9918.94	10	100%	19,837.88
	<i>Basé Bangui, Il sera responsable de la supervision des études de monitoring que va effectuer l'Officier de suivi et évaluation recrutée sur le projet caisse de résiliences FAO-CRS en cours d'exécution. Le salaire de base inclus les bénéfices.</i>						
1.4	Management and Technical Advisors (Bangui)	S	0.55	7077.15	8	100%	31,139.46
	<i>Ce sont l'ensemble des ressources humaines expatriés techniques basées a Bangui et qui vont apporter de façon spécifique et ponctuelle leur appui à la bonne mise en œuvre du projet. Le salaire de base inclus les bénéfices.</i>						
1.5	Project Officer, Veterinaire	D	1	1462	10	100%	14,620.00
	<i>Basé à Bouar, Elle/il sera en charge de la mise en œuvre du volet élevage du programme et du suivi de la redynamisation et accompagnement de la FNEC et de l'appui ponctuelle à l'ANDE. Le salaire de base inclus les bénéfices.</i>						
1.6	Assistant Logistique	D	1	1462	10	100%	14,620.00
	<i>Basé à Bouar, Elle/il sera en charge de la gestion de la logistique et des achats du programme sous la supervision du Manager du Programme. Le salaire de base inclus les bénéfices.</i>						
1.7	Project Officer, Agriculture	D	1	1462	8	100%	11,696.00

	<i>Basé à Bouar, Elle/il sera en charge de la mise en œuvre du volet AGR/maraichage du programme sous la supervision du Manager du Programme. Le salaire de base inclus les bénéfices.</i>						
1.8	Chargé de Suivi & Evaluation	D	0.4	1462	10	100%	5,848.00
	<i>Basé a Bouar, elle aura la tache du suivi du projet et de la gestion de la base de donnée sous la supervision du Manager de Programme</i>						
1.9	Finance and Administrative Staff (Bangui)	S	0.45	2286.96	9	100%	9,262.19
	<i>Ce sont l'ensemble des ressources humaines expatriés de la finance et de l'administration, basées a Bangui et qui vont apporter de façon spécifique et ponctuelle leur appui à la bonne mise en œuvre du projet. Le salaire de base inclus les bénéfices.</i>						
	Section Total						216,230.73
Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Telephone satellitaire	D	2	700	1	100%	1,400.00
	<i>Deux téléphone satellitaires sont nécessaire pour assurer la communication entre les équipes en missions sur le terrain et la base. Cela compense la défaillance de l couverture du réseau téléphonique. Le coût unitaire du téléphone satellitaire est de \$ 700. et l'achat se fera en début de projet en une seule fois</i>						
2.2	Radio (Handset) VHF	D	4	700	1	100%	2,800.00
	<i>Les radios sont nécessaires pour les communications entre le staff sur le terrain. Il participe à la mise en oeuvre des activités et de la sécurité. Un minimum de 4 radios de \$700 chacune seront achetés en début de projet en seule fois au profit de l'équipe qui travaillent à plein temps sur le projet.</i>						
2.3	Ordinateurs portables	D	4	1500	1	100%	6,000.00
	<i>4 ordinateurs portables sont nécessaires pour les 4 staff qui travaillent à plein temps sur le projet. Ces ordinateurs participent à la mise en oeuvre effective des activités. Les 4 radios de \$1500 chacune seront achetés en début de projet en seule fois.</i>						
	Section Total						10,200.00
Equipment							
3.1	Moto avec casques pour les 2 officiers de projets (Veterinaire + Agro)	D	2	4500	1	100%	9,000.00
	<i>Les officiers de projets (profile vétérinaire et agent d'agriculture) auront la charge de la supervision directe des animateurs et assureront la liaison entre le/la Gestionnaire du projet basé à Bouar et les animateurs issues des communautés. Les 2 motos de \$4500 l'unité seront achetés une seule fois en début de projet.</i>						
	Section Total						9,000.00
Travel							
5.1	Location camion	D	1	600	5	100%	3,000.00
	<i>Un camion est nécessaire pour l'implémentation des activités en terme de transport du matériel de Bangui-Bouar pour une durée de 5 jours à raison de \$ 600/jour.</i>						
5.2	Location véhicules	D	2	117.97	129	100%	30,436.26
	<i>Deux véhicules sont nécessaires pour la mise en oeuvre des activités sur le terrain sur une durée de 129 jours.</i>						
5.3	Fuel moto	D	2	70	10	100%	1,400.00
	<i>Il s'agit du fuel pour les deux motos des deux officiers de projet. On prévoit une consommation de \$70 par mois sur 10 mois.</i>						
5.4	Maintenance moto	D	2	22	10	100%	440.00
	<i>Il s'agit de la maintenance des deux motos des deux officiers de projet. On prévoit un coût moyen par moto et par mois de \$22 sur 10 mois.</i>						
5.5	Assurance moto	D	2	90	1	100%	180.00
	<i>Les deux motos doivent être assurés. il faut \$90 par moto.</i>						
5.6	Bouar-Bangui-Bouar vol UNHAS	D	2	240	10	100%	4,800.00
	<i>On prévoit un minimum de deux voyages par mois entre Bangui et Bouar de la part aussi bien des équipes de terrain que ceux de Bangui pour la bonne mise en oeuvre du projet sur sa durée de 10 mois</i>						
5.7	Per diem - staff du programme	D	15	9.27	10	100%	1,390.50
	<i>La mise en oeuvre des activités va nécessiter que les staff passent des fois du temps sur le terrain en dehors de leur lieux d'affectation. le Perdiem du staff dans ce cas selon les standards de CRS est d'environ de \$9,27,</i>						
5.8	Hebergement - staff programme	D	15	8.43	10	100%	1,264.50
	<i>Le perdiem est conditionné par le fait de passer la nuit sur le terrain hors de son lieu d'affectation. le coût d'une nuité sur le terrain selon les standards CRS est de \$8.43</i>						
5.9	In-Country Vehicle Use	D	800	0.42	10	100%	3,360.00

	CRS / CAR maintient une flotte efficace des véhicules légers, en suivant les procédures locaux appropriées pour prolonger la vie du véhicule, sans sacrifier la performance ou l'efficacité des coûts. Basé sur l'expérience de mise en œuvre de projets de cette envergure, CRS estime le kilométrage a effectué de 800 km/mois avec un coût prévisionnel de \$0,42 par kilomètre. Le coût par taux de km est calculé mensuellement sur la base des coûts réels par rapport au trimestre précédent (pour tenir compte des fluctuations saisonnières) et comprend le carburant et l'huile, des pièces de rechange, les réparations, les frais d'inscription et de l'assurance							
	Section Total							46,271.26
General Operating and Other Direct Costs								
7.1	Fournitures mensuelles pour Bureau et ordinateurs (Bouar)	D	1	150	10	100%		1,500.00
	<i>Ce sont les consommables du type imprimantes, encres, papier et autres matériels de bureau</i>							
7.2	Fournitures mensuelles pour Bureau et ordinateurs (Bangui)	D	1	110.3	8	100%		882.40
	<i>Comprend les fournitures et services a réaliser par le personnel de soutien Bangui nécessaire pour réaliser le projet, y compris le courrier, le stationnement, le matériel informatique, les consommables et les impressions.</i>							
7.3	Couts VSAT - Bouar	D	0.5	2000	10	100%		10,000.00
	<i>La VSAT est nécessaire pour avoir l'internet et assurer la communication avec Bangui et donc utile pour la mise en oeuvre du projet et la gestion de la sécurité. Le coût mensuel de la VSAT est estimé à \$2000 dont les 50% sera pris en charge par ce projet</i>							
7.4	Communication, Téléphone, et Crédit	D	4.8	40	10	100%		1,920.00
	<i>Nécessaire pour le travail mais aussi pour la sécurité.</i>							
7.5	Carburant pour Générateur	D	100	4.35	10	100%		4,350.00
	<i>Nécessaire à l'approvisionnement en électricité pour une zone qui n'a pas l'électricité courant.</i>							
7.6	Magasin	D	1	1000	3	100%		3,000.00
	<i>Nécessaire au stockage du matériel. Il est prévu 3 mois de location en tenant compte que les autres projets vont couvrir les charges de location du magasin pour les autres mois</i>							
7.7	Frais mensuels Thuraya	D	2	250	10	100%		5,000.00
	<i>Le thuraya est très nécessaire pour la couverture en communication des zones no couvert par le réseau de la téléphonie mobile. deux thuraya pour 10 mois.</i>							
7.8	Dépenses Technologies de l'Information et de la Communication	D	2	26.64	10	100%		532.80
	<i>Il s'agit des coûts directs engagés pour l'informatique, les services téléphoniques et des services de transmission électronique / informatique. Le projet CHF bénéficiera des capacités de CRS/CAR en facilités informatique, des contrats de services Internet existants. Ce sont des coûts dits partagés</i>							
7.9	Frais de fonctionnement mensuel du Bureau de Bangui (Location, internet, électricité, eau)	D	5	93.2	10	100%		4,660.00
	<i>Il s'agit des coûts directs engagés pour dans les bureaux de Bangui et financé par l'ensemble des projets. Le projet CHF bénéficiera donc du réseau de bureaux dont les charges sont partagés entre tous les projets, éliminant ainsi les retards de démarrage et réduisant la charge globale de ce nouveau projet.</i>							
7.10	Activités de cohésion sociales:	D	6	379.1 9	2	100%		4,550.28
	<i>Formation et renforcement des capacités des 6 Comités Communautaires de Cohésion Sociale (CCCS) à deux reprises</i>							
7.11	Activités de cohésion sociales:	D	6	379.1 9	1	100%		2,275.14
	<i>Réalisation des cartographies de ressources, risques et conflits par les 6 CCCS</i>							
7.12	Activités de cohésion sociales:	D	6	379.1 9	1	100%		2,275.14
	<i>Formation et accompagnement en guérison des traumas des 6 CCCS</i>							
7.13	Activités de cohésion sociales:	D	6	379.1 9	2	100%		4,550.28
	<i>Formation en protection et résolution des conflits à l'adresse des 6 CCCS</i>							
7.14	Maraichage	D	4	170	4	100%		2,720.00
	<i>Formation des 4 animateurs sur la sélection des groupements, le suivi des cultures, la récolte et la conservation, et la commercialisation</i>							
7.15	Formation via les champs expérimentaux	D	50	25	4	100%		5,000.00
	<i>Mise en place de 50 champs expérimentaux pour les formations tout au long du cycle de production</i>							
7.16	Activités liés à l'approche chaine des valeurs	D	1	4378. 5	1	100%		4,378.50

	<i>De la formation à l'identification des spéculations à fort valeurs monétaire en passant par la structuration des groupes et de leur capacité à vendre leur produit sur les marchés de Niem et Baboua</i>						
7.17	Deparasitage	D	1	2500 0	1	100%	25,000.00
	<i>Les produits déparasitant. La FAO ne fournit pas ces produits vétérinaires. Ce déparasitage se fait avant la vaccination. L'estimation des couts s'est faite avec l'expert de la FAO.</i>						
7.18	Logistique deparasitage et vaccination	D	6	117.9 7	21	100%	14,864.22
	<i>La vaccination exige une logistique énorme et bien huilée. La timing de la vaccination est lié aux aléas de la présence des troupeaux. la vaccination peut s'étaler sur une certaine periode de 1 mois. Il y a besoin de location de véhicule et de motos</i>						
7.19	Rehabilitation de 6 parcs à vaccinations	D	6	505	1	100%	3,030.00
	<i>La réhabilitation de ces parcs sont nécessaires pour la réalisation de la campagne de vaccination</i>						
7.20	Bottes et Imperméables pour le staff	D	12	45	1	100%	540.00
	<i>8 animateurs (4 maraichage + 4 cohésion sociale) + 2 officiers de projets + assistant logistique + Programme manager</i>						
7.21	Activités de Suivi et Evaluation	D	1	3375	1	100%	3,375.00
	<i>Cela concerne l'ensemble des activités en liant avec la Baseline, PDM, et de l'évaluation des impact du projet en liant avec les objectifs et la Baseline. Il s'agit également des activités en liant avec l'accountabilité et la protection mainstreaming</i>						
7.22	Visibilite	D	1	3000	1	100%	3,000.00
	<i>Il s'agit de la réalisation des panneaux, Tshirts et tout support pour communiquer sur le projet et ses sources de financements</i>						
	Section Total						107,403.76
SubTotal			1082.1				389,105.75
Direct							348,704.10
Support							40,401.65
PSC Cost							
PSC Cost Percent							7%
PSC Amount							27,237.40
Total Cost							416,343.15
Audit Cost							1% 4,205.61
Grand Total CHF Cost							420,548.76
Project Locations							
Location		Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location		Activity Name		

		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Nana Mambéré -> Bouar	60	1,313	1,308	1,852	1,526	5,999	<p>Activity 1.1.1 : Sensibiliser les structures et associations socio-professionnelles et religieuses qui existent dans les deux communes sur la mise en place des Comités Communautaires de Cohésion Sociale (CCCS)</p> <p>Activity 1.1.2 : Recenser de toutes les structures locales traditionnelles existantes et leur rôles</p> <p>Activity 1.1.3 : Regrouper des représentants désignés des différentes structures socio-économiques et religieuses (20 personnes au maxi) de la plateforme dit CCCS (6) dont 3 par commune</p> <p>Activity 1.1.4 : Former 6 CCCS par la CDJP (5 formations de 3 jours) sur les 3B et les groupements sur le 3 B</p> <p>Activity 1.2.1 : Sensibilisation des deux communautés pour une contribution communautaire pour la réhabilitation des 6 parcs de vaccination</p> <p>Activity 1.2.2 : Constitutions des équipes pour la réhabilitation des 6 parcs issues des communautés sur la base du volontariat et de l'auto-sélection via les CCCS</p> <p>Activity 1.2.3 : Suivi des indicateurs de processus et d'impact afin de les mesurer et au besoin adapter les activités</p> <p>Activity 2.1.1 : Former des animateurs agricoles de Caritas basés sur le terrain</p> <p>Activity 2.1.2 : Sensibiliser et identifier des groupements existants et ou à structurer</p> <p>Activity 2.1.3 : Identifier des sites maraichers de chaque groupement et signer des contrats de partenariat</p> <p>Activity 2.1.4 : Préparer des planches avec l'appui des animateurs et de l'officier responsable du volet agricole: Des planches témoins du style champ école paysan seront mise en place dans chaque localité dans le but d'assurer une formation continue des maraichers</p> <p>Activity 2.1.5 : Distribuer des kits maraichers (Semences et outils) aux 50 groupements. Une demande a été déjà adressé à la FAO. La FAO va privilégier les demandes pour des projets financiers entre autre par le CHF.</p> <p>Activity 2.1.6 : Monitoring des activités</p> <p>Activity 2.1.7 : Formation sur l'approche filière des groupements via:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Analyse du marché et son potentiel 2. choix des semences à forte valeur monétaire sur les marchés locaux 3. interaction dans les formation en cohésion sociale de la complémentarité entre les deux économies (pastoralisme et maraichage): Bridging 4. Valorisation de la fumure organique lors des formation via les planches expérimentales <p>Activity 3.1.1 : Signature de partenariat entre CRS et la FNEC</p> <p>Activity 3.1.2 : Appuyer la FNEC et les 3 FELGIP (Salaires, frais de fonctionnement et roulement)</p> <p>Activity 3.1.3 : Signer un contrat de prestation avec l'ANDE dans leur appui dans la sensibilisation et la vaccination</p> <p>Activity 3.1.4 : Sensibiliser les éleveurs par la FELGIP/GIP, les Lamidots et Ardo des deux communes d'élevages en vue de la vaccination</p> <p>Activity 3.1.5 : Signature d'un protocole d'accord avec la FAO pour les vaccins pour 50,000 têtes bovins. Un accord de principe existe déjà</p> <p>Activity 3.1.6 : Déparasiter et vacciner 50000 têtes de bovins en deux vagues et en un intervalle de deux mois</p>

Nana Mambéré -> Baboua	40	876	873	1,234	1,018	4,001	<p>Activity 1.1.1 : Sensibiliser les structures et associations socio-professionnelles et religieuses qui existent dans les deux communes sur la mise en place des Comités Communautaires de Cohésion Sociale (CCCS)</p> <p>Activity 1.1.2 : Recenser de toutes les structures locales traditionnelles existantes et leur rôles</p> <p>Activity 1.1.3 : Regrouper des représentants désignés des différentes structures socio-économiques et religieuses (20 personnes au maxi) de la plateforme dit CCCS (6) dont 3 par commune</p> <p>Activity 1.1.4 : Former 6 CCCS par la CDJP (5 formations de 3 jours) sur les 3B et les groupements sur le 3 B</p> <p>Activity 1.2.1 : Sensibilisation des deux communautés pour une contribution communautaire pour la réhabilitation des 6 parcs de vaccination</p> <p>Activity 1.2.2 : Constitutions des équipes pour la réhabilitation des 6 parcs issues des communautés sur la base du volontariat et de l'auto-sélection via les CCCS</p> <p>Activity 1.2.3 : Suivi des indicateurs de processus et d'impact afin de les mesurer et au besoin adapter les activités</p> <p>Activity 2.1.1 : Former des animateurs agricoles de Caritas basés sur le terrain</p> <p>Activity 2.1.2 : Sensibiliser et identifier des groupements existants et ou à structurer</p> <p>Activity 2.1.3 : Identifier des sites maraichers de chaque groupement et signer des contrats de partenariat</p> <p>Activity 2.1.4 : Préparer des planches avec l'appui des animateurs et de l'officier responsable du volet agricole: Des planches témoins du style champ école paysan seront mise en place dans chaque localité dans le but d'assurer une formation continue des maraichers</p> <p>Activity 2.1.5 : Distribuer des kits maraichers (Semences et outils) aux 50 groupements. Une demande a été déjà adressé à la FAO. La FAO va privilégier les demandes pour des projets financiers entre autre par le CHF.</p> <p>Activity 2.1.6 : Monitoring des activités</p> <p>Activity 2.1.7 : Formation sur l'approche filière des groupements via:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Analyse du marché et son potentiel 2. choix des semences à forte valeur monétaire sur les marchés locaux 3. interaction dans les formation en cohésion sociale de la complémentarité entre les deux économies (pastoralisme et maraichage): Bridging 4. Valorisation de la fumure organique lors des formation via les planches expérimentales <p>Activity 3.1.1 : Signature de partenariat entre CRS et la FNEC</p> <p>Activity 3.1.2 : Appuyer la FNEC et les 3 FELGIP (Salaires, frais de fonctionnement et roulement)</p> <p>Activity 3.1.3 : Signer un contrat de prestation avec l'ANDE dans leur appui dans la sensibilisation et la vaccination</p> <p>Activity 3.1.4 : Sensibiliser les éleveurs par la FELGIP/GIP, les Lamidots et Ardo des deux communes d'élevages en vue de la vaccination</p> <p>Activity 3.1.5 : Signature d'un protocole d'accord avec la FAO pour les vaccins pour 50,000 têtes bovins. Un accord de principe existe déjà</p> <p>Activity 3.1.6 : Déparasiter et vacciner 50000 têtes de bovins en deux vagues et en un intervalle de deux mois</p>
------------------------	----	-----	-----	-------	-------	-------	--

Documents	
Category Name	Document Description
Project Supporting Documents	Rapport d'Evaluation Rapide de la Situation Pastorale dans les Communes de Niem et Gaudrot dans la Préfecture de Nana-Mambéré.pdf
Project Supporting Documents	Le Cycle 4 D C.pdf
Project Supporting Documents	CRS.pdf
Project Supporting Documents	Coordination avec les autres organisations dans la région.pdf
Project Supporting Documents	Transhumance.pdf